



Extract of UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article5570>

BARCELONE : UN PAS DE PLUS VERS UNE « ZONE LIBRE D'APARTHEID » !

- BDS - Les actions BDS -



Publication date: vendredi 21 avril 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

HISTORIQUE !

Transmis par BDS Catalunya

Barcelone, 19 avril 2017

LE CONSEIL MUNICIPAL DE BARCELONE a voté aujourd'hui en session plénière une déclaration officielle qui favorise l'inclusion dans les contrats signés notamment avec des entreprises liées à l'occupation israélienne en Palestine, de clauses assurant le respect des droits des êtres humains.



« La reconnaissance par la municipalité de Barcelone du droit à défendre les droits des Palestiniens par des actions non violentes de BDS n'est pas simplement le triomphe de la liberté d'expression et des droits démocratiques. C'est aussi un signe clair de la reconnaissance largement partagée de BDS comme mouvement inclusif, entraînant et antiraciste, enraciné dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dans le respect du principe fondamental selon lequel les Palestiniens ont droit aux mêmes droits que le reste de l'humanité » (Rafif Ziadah au nom du BNC).

Barcelone a fait un grand pas en devenant la première ville libre de l'apartheid. Avec le soutien des groupes Barcelone en Commun, Parti Socialiste de Catalogne, Candidature d'Unité Populaire et Gauche Républicaine de Catalogne, le Conseil Municipal de Barcelone a voté aujourd'hui, en session plénière, une déclaration officielle qui favorise l'inclusion dans les contrats signés notamment avec des entreprises liées à l'occupation israélienne en Palestine, de clauses assurant le respect des droits des êtres humains. La déclaration exhorte aussi le gouvernement de Catalogne à créer un centre d'étude et d'évaluation de l'impact des entreprises catalanes investissant à l'étranger. La déclaration reconnaît la légitimité des campagnes non violentes et des initiatives lancées par la société civile palestinienne et internationale pour défendre les droits des êtres humains et le droit humanitaire international en Palestine. Par ce vote, le Conseil Municipal de Barcelone met fin à la complicité de Barcelone avec les violations systématiques flagrantes des droits des êtres humains par l'occupation coloniale et expansionniste de l'État d'Israël dans les territoires palestiniens occupés et il reconnaît le droit au BDS. Cette décision survient à un moment d'agression croissante contre le peuple palestinien et contre le mouvement international non violent BDS, en

toute impunité. Une preuve supplémentaire de cette impunité réside dans le rapport de la Commission Économique et Sociale de l'ONU pour l'Asie Occidentale (ESCWA) qui dénonce le système d'apartheid imposé par Israël à la population palestinienne et qui, sur cette base, appelle à soutenir le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions, comme cela fut fait contre l'apartheid d'Afrique du Sud. Suite à la publication du rapport, Rima Jalaf, la directrice de l'ESCWA, a démissionné sous la pression interne visant au retrait du rapport. Dans ce contexte, la campagne de diffamation et de criminalisation du mouvement non-violent BDS n'est pas une coïncidence, comme le montre le harcèlement contre Omar Barghouti, le militant de défense des droits des êtres humains, qui a été récemment arrêté et interrogé pendant plusieurs heures par les autorités israéliennes.

Rafif Ziadah, membre du secrétariat international du Comité National Palestinien de BDS déclare : « Nous saluons la Municipalité de Barcelone et nous accueillons chaleureusement cette avancée significative dans le mouvement BDS à direction palestinienne, qui défend l'égalité, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. Après 50 ans d'occupation militaire israélienne de Gaza et de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem Est, et des décennies de son régime d'apartheid et de colonialisme de peuplement, les gens de conscience dans le monde rejoignent le mouvement BDS qui se développe fortement, en soutien aux droits du peuple palestinien tels que prescrits par l'ONU. La reconnaissance, par la municipalité de Barcelone, du droit de défendre les droits des Palestiniens par les actions non violentes de BDS, n'est pas simplement le triomphe de la liberté d'expression et des droits démocratiques. C'est aussi un signe clair de la reconnaissance largement partagée de BDS comme mouvement inclusif, entraînant et antiraciste, enraciné dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dans le respect du principe fondamental selon lequel les Palestiniens ont droit aux mêmes droits que le reste de l'humanité ».

Nous célébrons cette victoire parce que nous croyons que c'est une grande avancée dans la prise de conscience du rôle des collectivités locales dans la défense des droits des êtres humains et dans la possibilité de briser la complicité inhérente au soutien de l'apartheid et de l'occupation de la Palestine. Cette résolution vaut reconnaissance institutionnelle des revendications de la société civile pour qu'il soit mis fin à la complicité des violations du droit international par une lutte non violente telle que la pratique le mouvement BDS.

Nous espérons que cette résolution puisse créer un précédent à Barcelone, de manière à ce que la ville devienne une Zone Libre de l'Apartheid Israélien, comme 70 autres collectivités en Espagne le sont déjà et qu'elle devienne un leader dans la défense de la liberté et de la dignité humaine des peuples.

Communauté Palestine

BDS Catalogne

Assez Complicité avec Israël

RESCOP

Source : [BDS Catalunya](#)

Traduction SF pour BDS France